

Marinaleda: un village, un combat, une terre...

Fruit d'une lutte exemplaire pour que la terre appartienne à ceux qui la travaillent, le petit village andalou de Marinaleda pourrait faire des émules

me mo Alors que la crise frappe durement le Sud de l'Espagne, un petit village andalou a réussi à briser les chaînes de l'exploitation. Après des années de luttes, son cœur bat aujourd'hui au rythme des plantations, des récoltes, des préparations des légumes issus de la terre conquise par les ouvriers et ouvrières agricoles.

Il y a plus de 30 ans, le petit village andalou de Marinaleda, situé dans la province de Séville, subissait un chômage endémique et une émigration massive. La lutte contre la misère entreprise par ses habitants, des travailleurs journaliers, a semé les graines d'une expérience inédite permettant au petit village de 2700 âmes de connaître aujourd'hui le plein emploi malgré la crise qui sévit alentour. «Pour comprendre la situation en Andalousie, il faut savoir que 2% des propriétaires terriens possèdent 50% de la terre. Et que 500000 femmes et hommes sont des journaliers agricoles. Il n'y a pas qu'au Brésil qu'existe de telles disparités», a expliqué, le 17 avril dernier à Genève, Maria Carmen Garcia Bueno, membre de l'exécutif du SOC (Sindicato de obreros de campo). Ce syndicat des ouvriers agricoles est né dans le village de Marinaleda, en 1977, juste après la fin de la dictature franquiste. La syndicaliste était invitée pour parler du combat de tout un village pour obtenir le droit de travailler la

terre que Maria Carmen Garcia Bueno avait fait le déplacement.

Grève de la faim contre la faim

«En 1978, nous avons mené la première occupation d'une terre privée. Après deux jours, nous avons été délogés avec une énorme répression de la Garde civile. Les leaders du SOC ont été emprisonnés», a raconté la syndicaliste à un public nombreux et attentif. «En 1980, 700 habitants ont mené une grève de la faim pendant 13 jours pour obtenir des fonds publics contre le chômage. Puis nous avons découvert qu'une loi, abandonnée dans un tiroir, permettait d'exproprier une terre irriguée et non cultivée.» Forts de cette trouvaille, en 1984, les habitants du village occupent, durant 30 jours et 30 nuits, un barrage pour exiger l'irrigation du domaine de los Humosos appartenant au duc de l'Infanto, grand propriétaire terrien. «Comme rien ne bougeait du côté du gouvernement, socialiste à l'époque, l'assemblée a décidé qu'un groupe de femmes irait au Coto Doñana, réserve où Felipe Gonzalez passait ses vacances, pour lui demander de recevoir les journaliers. Grâce à cette action, nous avons obtenu d'être entendus au palais de la Moncloa. Il a fallu encore 8 ans et de nouvelles occupations et actions publiques, par exemple avant l'exposition universelle de 92 à Séville, pour que la loi s'applique et que la terre soit expropriée.» Une mesure ayant permis de mettre à disposition des journaliers de Marinaleda les 1200 hectares du domaine de los Humosos.

Travail collectif

Le travail de la terre a pu démarquer en 1997 avec la culture d'artichauts, de poivrons rouges, de fèves, d'olives. Des usines de conditionnement et une huilerie ont ensuite été construites, accroissant le nombre de places de travail collectives. L'ensemble du village est impliqué dans les travaux du sol et des coopératives. Les décisions sur les tâches à effectuer se prennent en assemblée générale. Les avis de travail sont ensuite annoncés dans les rues par un véhicule muni d'un haut parleur. Le village est lui aussi géré par des assemblées, au-



Maria Carmen Garcia Bueno du SOC, le syndicat des ouvriers agricoles, peu avant la projection d'un film sur Marinaleda.

tour de son maire, Juan Manuel Sanchez Gordillo, du SOC et du Collectif unitaire des travailleurs, en poste depuis plus de 30 ans. Des logements construits par les travailleurs eux-mêmes sur des sols expropriés sont mis à disposition des familles pour 15 euros par mois. L'entretien du village est effectué par les habitants, lors de dimanches rouges.

Maria Carmen Garcia Bueno s'engage aussi pour d'autres causes, comme l'amélioration des conditions de travail dans les cultures de fraises ou l'occupation actuelle par des journaliers sans emploi de la ferme de Somontes, une propriété appartenant à l'Etat andalou (voir L'ES du 21 mars) qu'ils ont commencé à exploiter. Les autorités d'Andalousie ont décidé de mettre en vente et d'offrir aux spéculateurs les terres agricoles publiques. Et menacent aujourd'hui d'expulsion immminente* les occupants de Somontes.

La terre, à ceux qui la travaillent

La syndicaliste a encore dévoilé les dessous de la Politique agricole commune de l'Union européenne qui subventionne les grands propriétaires terriens selon les surfaces qu'ils possèdent. «La duchesse d'Alba touche 6 millions d'euros par an pour ses 37000 hectares qu'elle ne cultive pas. Et elle ose prétendre que les ouvriers agricoles ne veulent pas tra-

vailler!» Et la militante de réaffirmer: «Nous, au SOC, nous sommes contre la propriété de la terre. La terre c'est comme l'air et l'eau, elle est utilisée par les gens et doit appartenir à ceux qui la travaillent.»

Sylviane Herranz ■

* Pour plus d'informations, en espagnol, et pour envoyer des messages de soutien: www.sindicatoandaluz.org



«Une utopie pour la paix.» Les armoiries du village.

Rencontres avec le maire

Juan Manuel Sanchez Gordillo, maire de Marinaleda, sera présent en Suisse cette fin de semaine. Il participera à des soirées débat durant lesquelles le film «Marinaleda, un village en utopie», de Sophie Bolze, sera projeté.

Fribourg: jeudi 26 avril à 19h au centre Fries, rue G. Techtermann 8.

Lausanne: vendredi 27 avril à 20h à Pôle-Sud, rue J.J. Mercier 3.

Neuchâtel: samedi 28 avril à 17h à la Maison des Associations, rue Louis Favre 1.

La liberté pour trame

Septième du genre, le Festival international du film oriental de Genève ouvrira ses portes du 28 avril au 6 mai prochain. Une invite aux voyages et à la rencontre

Si l'an dernier, l'affiche du Festival international du film oriental de Genève (Fifog) était rouge, couleur des révolutions, cette année, c'est le bleu qui domine, symbolisant la réflexion. Une réflexion fondée sur la liberté, trame de base d'un programme comptant pas moins d'une centaine de films, tous genres confondus, des fictions

aux documentaires en passant par des courts-métrages. «L'Orient est à feu et à sang. L'Occident est sous les vapeurs de ce volcan en activité. Deux mondes qui s'aiment et se détestent. L'équilibre du monde repose sur cette relation fragile et ambiguë. La littérature traitant de cela est abondante. Les images aussi. Mais elles sont plus sensationnelles et événementielles. D'autres images existent:

celles qui s'inscrivent dans la durée, la finesse, la poésie et l'authenticité. Ce sont celles que le Fifog recherche, trie et expose à Genève», annoncent les organisateurs. Cette septième édition du Fifog, précise Tahar Houchi, directeur artistique, fera la part belle au Maghreb, avec nombre de réalisations provenant de cette partie du globe. Une invite à moult voyages propres à favoriser la compréhension de régions en pleine mutation, en y abordant en filigrane leur l'histoire, mentalité et culture; en observant de l'intérieur les événements récents ou anciens qui les ont forgées, en y faisant l'apprentissage de nos différences et de nos préoccupations communes.

Des incontournables

Prometteur, le cycle cinématographique s'ouvre sur *Taxiphone*, de l'algérien Mohammed Soudani. L'histoire met en scène deux Suisses chargés de livrer un camion à Tombouctou, au Mali. Une panne en plein désert les contraint à s'arrêter à Tar, «l'oasis Paradis». «Ce film suit un couple en quête de liberté intérieure, en osant risquer un rythme saharien dans une société de vitesse», relève Tahar Houchi. S'il est impossible

de dresser la liste de tous les films à l'affiche, le directeur artistique cite quelques incontournables. Comme les documentaires réalisés dans l'urgence, *Plus jamais peur*, de Mourad Ben Cheikh - tourné durant la révolution tunisienne - ou encore *Tahrir 2011*, de Tamer Ezzat, Aytan Amin et Amr Salama, relatant le soulèvement populaire égyptien et la chute du régime de Moubarak. Consacrée à des portraits de prisonniers politiques syriens, la fiction *La longue nuit*, signée Hatem Ali, devrait aussi contribuer à éclairer les spectateurs sur la situation prévalant actuellement dans ce pays. Autre œuvre à ne pas manquer: *Andalousie, mon amour!*, de Mohamed Nadif, du Maroc, qui a choisi d'évoquer l'exil à travers l'histoire de deux étudiants de Casablanca rêvant d'Europe.

Femmes à l'honneur

Plusieurs films mettent aussi en lumière la situation des femmes dans la société orientale, comme *Femmes en miroirs* - «coincées entre traditions et capitalisme» - ou encore *Asmaa*, une Égyptienne séropositive qui mène un double combat, et pour accéder aux soins, et contre les préjugés de son

milieu. Deux longs-métrages réalisés respectivement par Saâd Chraïbi et Amr Salama. Le film libanais de clôture, *Balle perdue*, de Georges Hachem, a aussi pour protagoniste une femme luttant pour se libérer des démons de la guerre.

Des colloques, débats et expositions complètent encore l'offre du Fifog qui a également prévu des représentations à Versoix, Lausanne, La Chaux-de-Fonds et en France voisine. A noter par ailleurs que nombre de projections se dérouleront en présence des auteurs.

«Placée sous le signe de la liberté, de l'émancipation de l'âme et de l'esprit, la 7^e édition veut repousser les frontières de l'ignorance, de la barbarie et de l'incompréhension entre les peuples et les cultures, qu'elles soient orientales ou occidentales» déclare encore Tahar Houchi. Le Fifog, plus que du cinéma...

Sonya Mermoud ■

Programme détaillé du festival disponible sur le site www.fifog.com



«Plus jamais peur», un documentaire tourné durant la révolution tunisienne sera l'un des nombreux films présentés lors du festival.